



SEANCE DU BUREAU DU 24 SEPTEMBRE 2020
DECISION N° 2020-068- DB

Date d'affichage :
1 octobre 2020

Nombre de membres : 51
En exercice : 51
Quorum : 26

Présents: 36
Excusé(s) : 7
dont pouvoir(s) : 4
Absent(s) : 8

Nombre de votants : 40

Secrétaire de séance :

M. Grégory PIERRE.

Le vingt quatre septembre deux mille vingt à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur, le dix sept septembre deux mille vingt.

Membres présents en séance :

Présents : (36)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUALT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.

Excusé(s) : (7)

Anatole MICHEAUD, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Yves BOUCHER, Pierre-Yves DOUET, Eric LEFIEVRE, Sylvie BEILLARD

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (4)

Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Yves BOUCHER à Gilles TALLUAU, Sylvie BEILLARD à Isabelle DEVAUX

Absent(s) : (8)

Rodolphe MIRANDE, Isabelle GRANDHOMME, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Alain BOURDIN, Pierre de BOUTRAY, Gilles BARDIN

DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES - CONVENTION PASSÉE ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA SARL OTB - SAS LE PETIT SOLEIL LIGERIEN - VOLET "AIDE À L'IMMOBILIER" (A1)

La société OTB est spécialisée dans la maintenance de matériels agricoles sur site (dépannage avec camion aménagé).

Installée à Tuffalun, dans la zone de la Chesnaye, et dirigée par Monsieur BEUNARDEAU, cette société a été créée en 2010 et elle est locataire depuis cette date.

Désormais, l'entreprise emploie 3 personnes (2 en CDI et 1 en CDD) et réalise un chiffre d'affaires de 300 000 euros.

Pour continuer son développement, l'entreprise souhaite construire son propre bâtiment avec les équipements et adaptations nécessaires à cette activité. Pour cela une nouvelle société a été créée en octobre 2019 pour ce projet immobilier : SAS LE PETIT SOLEIL LIGERIEN.

Le projet d'investissement se décompose comme suit :

Poste	Montant € (HT)
Achat terrain	25 200 €
Construction du bâtiment	261 655 €
TOTAL	286 855 €

L'aide financière, au titre de l'aide à l'immobilier peut être calculée comme suit :

Montant investissement total éligible	286 855 € HT
Taux d'aide accordé par la CA SVL	20 %
Montant de l'avance remboursable allouée par la CA SVL <i>(plafonné à 50 000 €)</i>	50 000 €

Il est précisé que cette aide financière apportée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, à hauteur de 20 % des dépenses éligibles de 286 855 € HT, soit 50 000 €, prend la forme d'une avance remboursable à taux 0 %, sans caution, ni garantie.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au bureau d'une partie de ses attributions,

Vu le budget primitif 2020 adopté par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019,

Vu la décision du Bureau Communautaire n° 2018-078-DB du 21 juin 2018, approuvant le règlement d'aide à l'immobilier et la décision du Bureau Communautaire n° 2019-017-DB du 28 février 2019 approuvant la modification du règlement en faveur du dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise ;

Considérant l'exposé ci-dessus,

Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :

- D'APPROUVER la convention dont l'objet est de définir les engagements réciproques avec la société SARL OTB et d'accorder le versement d'une avance remboursable à taux 0 % de 50 000 euros pour son projet d'investissement, dans le cadre du dispositif d'aides aux entreprises – Volet « Aide à l'Immobilier » ;

D'AUTORISER le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 40 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 3ème trimestre 2020



Matière de l'acte	7 Finances locales	7.4 interventions économiques – 7.4.1 aides au développement économique de droit commun (art L 1511-2 du CGCT)
-------------------	--------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »